

Dans un contexte encore marqué par la crise sanitaire du Covid-19, les déclarations d'embauche de plus d'un mois hors intérim rebondissent au troisième trimestre 2020 et progressent de 72,9 % après la baisse historique de 40,0 % enregistrée au trimestre précédent. La reprise concerne les CDD de plus d'un mois (+ 75,1 % après - 36,6 %) et les CDI (+ 70,4 % après - 43,4 %).

Sur un an, les déclarations d'embauche de plus d'un mois restent néanmoins en baisse de 4,2 % (après - 43,4 %), sous l'effet de la diminution des embauches en CDI (- 9,3 %), celles en CDD de plus d'un mois étant en légère hausse (+ 0,8 %).

La reprise des déclarations d'embauche de plus d'un mois est plus accentuée dans les entreprises de moins de 20 salariés (+ 82,1 % après - 37,5 % au trimestre précédent) par rapport aux structures de plus grande taille (+ 66,3 % après - 41,7 %).

Au troisième trimestre 2020, les déclarations d'embauche de plus d'un mois repartent à la hausse dans l'ensemble des grands secteurs après la forte contraction au trimestre précédent : + 77,9 % après - 42,0 % dans le tertiaire, + 52,9 % après - 37,3 % dans l'industrie et + 58,3 % après - 27,3 % dans le BTP. Sur un an, les déclarations d'embauche progressent de nouveau dans la construction (+ 8,6 %), mais restent en baisse dans le tertiaire (- 4,7 %) et l'industrie (- 10,9 %).

Sur un an, les hausses des déclarations d'embauche de plus d'un mois enregistrées dans les régions Corse (+ 14,8 %), Languedoc-Roussillon (+ 6,4 %) et Auvergne (+ 3,0 %) contrastent avec les reculs observés dans l'Île-de-France (- 16,4 %), la Franche-Comté (- 3,8 %), les Pays de la Loire (- 3,7 %) et l'Alsace (- 3,6 %).

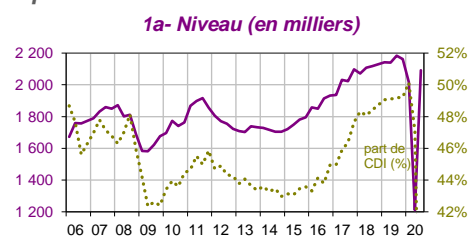
## REPRISE DES EMBAUCHES DE PLUS D'UN MOIS AU TROISIÈME TRIMESTRE 2020

Au troisième trimestre 2020, dans un contexte économique marqué depuis la mi-mars par la crise sanitaire du Covid-19, le nombre de déclarations d'embauche hors intérim de plus d'un mois<sup>1</sup> progresse de 72,9 % après la chute historique de 40,0 % enregistrée au trimestre précédent. Leur niveau trimestriel s'établit ainsi à 2,09 millions (graphique 1, tableaux 1 et 3).

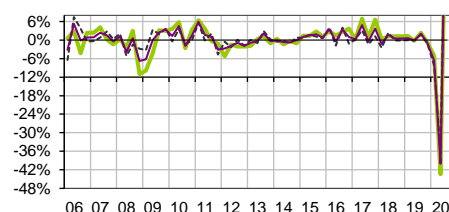
L'évolution du troisième trimestre s'explique par des hausses très marquées des déclarations d'embauche en CDD de plus d'un mois (+ 75,1 % après - 36,6 %) et de celles en CDI (+ 70,4 % après - 43,4 % au deuxième trimestre 2020, graphique 1b et tableaux 1 et 3). Les déclarations d'embauche en CDD de moins d'un mois progressent encore plus fortement : + 95,7 % après une diminution de 57,3 % au trimestre précédent. Au total, le nombre de déclarations d'embauche hors intérim progresse de 86,2 % ce trimestre (tableaux 1 et 3).

Sur un an, le nombre d'embauches de plus d'un mois reste en baisse de 4,2 %, sous l'effet de la diminution des embauches en CDI (- 9,3 %). Celles en CDD de plus d'un mois progressent légèrement (+ 0,8 %, après - 41,4 % graphique 1c et tableau 3). Le nombre de déclarations d'embauche de moins d'un mois reste en net recul sur un an

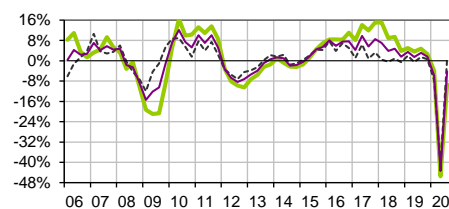
Graphique 1 : Déclarations d'embauche de plus d'un mois hors intérim



1b- Glissement trimestriel (par type de contrat)



1c- Glissement annuel (par type de contrat)



— CDI - - - - CDD de plus d'un mois — Total

Source : Acooss - Urssaf

Tableau 1 : Estimation \* des déclarations d'embauche hors intérim au cours du troisième trimestre 2020 (données CVS-CJO)

| Tranche de taille de l'entreprise                | Nombre de déclarations d'embauche (en milliers) |                     |              | Glissements trimestriels (en %) |                     |               |
|--|---|---------------------|--------------|---------------------------------|---------------------|---------------|
|  | 0 à 19 salariés                                 | 20 salariés ou plus | Total        | 0 à 19 salariés                 | 20 salariés ou plus | Total         |
| <b>Déclarations d'embauche de plus d'un mois</b> | <b>915</b>                                      | <b>1 177</b>        | <b>2 092</b> | <b>+ 82,1</b>                   | <b>+ 66,3</b>       | <b>+ 72,9</b> |
| dont CDD de plus d'un mois                       | 461   | 656                 | 1 117        | + 86,1                          | + 68,2              | + 75,1        |
| dont CDI   | 454   | 521                 | 975          | + 78,3                          | + 64,0              | + 70,4        |
| <b>CDD de moins d'un mois</b>                    | <b>976</b>                                      | <b>2 388</b>        | <b>3 364</b> | <b>+ 168,2</b>                  | <b>+ 76,2</b>       | <b>+ 95,7</b> |
| <b>Total des déclarations d'embauche</b>         | <b>1 891</b>                                    | <b>3 566</b>        | <b>5 456</b> | <b>+ 118,3</b>                  | <b>+ 72,8</b>       | <b>+ 86,2</b> |

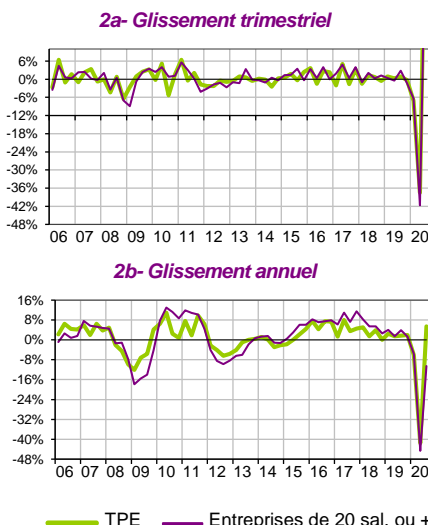
\* Données provisoires

Source : Acooss - Urssaf

Ⓛ Série labellisée par l'Autorité de la statistique publique (encadré 2)

<sup>1</sup> Cette publication porte sur les déclarations d'embauche hors intérim, principalement celles de plus d'un mois (CDI et CDD de plus de 31 jours).

**Graphique 2 : Déclarations d'embauche de plus d'un mois par taille d'entreprise**



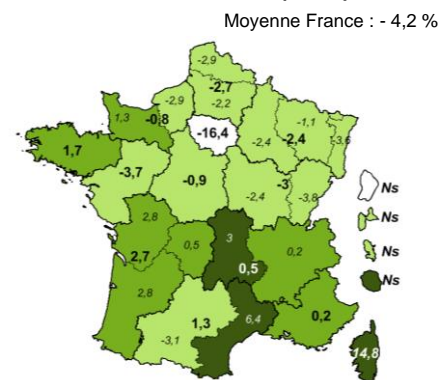
Source : Acoff – Urssaf

(après la chute de 62,0 % au trimestre précédent). Au total, le nombre de déclarations d'embauche hors intérim affiche une diminution de 18,5 % sur un an.

**Une reprise des embauches de plus d'un mois plus forte dans les très petites entreprises...**

Au troisième trimestre 2020, les déclarations d'embauche de plus d'un mois des entreprises de moins de 20 salariés (TPE) sont en très forte hausse : + 82,1 %, après un recul de 37,5 % au trimestre précédent. Cette évolution résulte des progressions conjointes des embauches en CDD de plus d'un mois (+ 86,1 % après - 35,2 %) et de celles en CDI (+ 78,3 % après - 39,6 %, graphique 2a et tableaux 1 et 3).

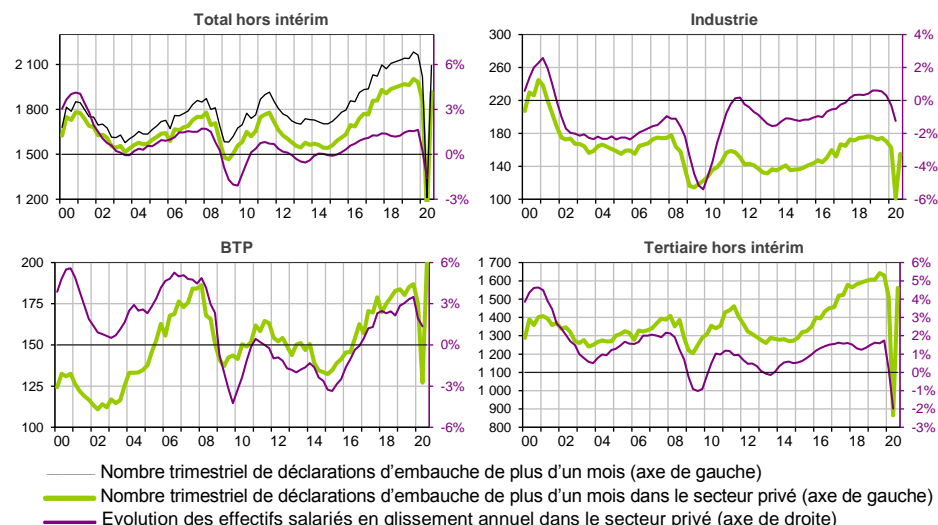
**Carte : Glissement annuel des embauches de plus d'un mois au troisième trimestre 2020 (en %)**



Source : Acoff – Urssaf

Note : les chiffres en gras portent sur le périmètre des régions administratives en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

**Graphique 3 : Déclarations d'embauche de plus d'un mois (en milliers) et glissement annuel des effectifs salariés par secteur (hors intérim)**



Source : Acoff – Urssaf

Le rebond des embauches de plus d'un mois dans les entreprises de 20 salariés ou plus est plus modéré : + 66,3 % au troisième trimestre, après - 41,7 %. Les CDI progressent (+ 64,0 % après - 46,1 %) comme les CDD de plus d'un mois (+ 68,2 % après - 37,6 %, graphique 2a et tableau 1).

Sur un an, les déclarations d'embauche de plus d'un mois progressent de 5,4 % dans les TPE, mais restent en repli de 10,5 % dans les entreprises de 20 salariés ou plus (graphique 2b et tableau 3).

**... dans le tertiaire et dans la construction...**

Au troisième trimestre 2020, les déclarations d'embauche de plus d'un mois repartent dans l'ensemble des grands secteurs après une forte contraction au trimestre précédent : + 77,9 % (après - 42,0 %) dans le tertiaire, + 58,3 % (après - 27,3 %) dans le BTP et + 52,9 % (après - 37,3 %) dans l'industrie.

Sur un an, les déclarations d'embauche de plus d'un mois progressent de 8,6 % dans la construction. Elles restent toutefois en retrait dans l'industrie (- 10,9 %) et dans le tertiaire (- 4,7 %).

**... et dans certaines régions**

Sur un an, les évolutions des déclarations d'embauche par région présentent des disparités.

Ainsi les hausses dans les régions Corse (+ 14,8 %), Languedoc-Roussillon (+ 6,4 %) et Auvergne (+ 3,0 %) contrastent avec les

reculs dans l'Île-de-France (- 16,4 %), la Franche-Comté (- 3,8 %), les Pays de la Loire (- 3,7 %) et l'Alsace (- 3,6 %).

Aurélie Thorel  
Urssaf Nord - Pas-de Calais

Viviana Zamfir  
Département des études statistiques et de l'animation du réseau (Desar)

**Encadré 1 : Révision des glissements trimestriels des déclarations d'embauche aux deux derniers trimestres (en point)**

|   | T1 2020 | T2 2020 |
|---|---------|---------|
| <b>Total des DPAE</b>                                 | - 0,1   | + 0,2   |
| <b>Total par type de contrat de travail</b>           |         |         |
| <b>DPAE de plus d'un mois</b>                         | - 0,2   | + 0,1   |
| dont CDD > 1 mois                                     | - 0,1   | + 0,0   |
| dont CDI  | - 0,1   | + 0,3   |
| <b>CDD de moins d'un mois</b>                         | - 0,2   | + 0,2   |
| <b>DPAE de plus d'un mois par secteur d'activité</b>  |         |         |
| Industrie   | + 0,0   | - 0,1   |
| BTP   | - 0,1   | - 0,2   |
| Tertiaire   | + 0,0   | + 0,1   |
| <b>DPAE de plus d'un mois par taille d'entreprise</b> |         |         |
| 0 à 19 salariés                                       | - 0,2   | - 1,4   |
| 20 salariés et plus                                   | - 0,1   | + 1,1   |

Source : Acoff – Urssaf

Note de lecture : Par rapport à la publication du trimestre précédent, le glissement trimestriel des embauches de plus d'un mois du deuxième trimestre 2020 est révisé à la hausse de 0,1 point, passant de - 40,1 % à - 40,0 %.

**Tableau 2 : Déclarations d'embauche par secteur détaillé d'activité (NACE 38)**

| Secteurs<br>(NACE 38)  | Embauches de plus d'un mois   |              |               |               |                           | Ensemble des embauches<br>(y.c. moins d'un mois) |                             |                |   |
|--|-------------------------------|--------------|---------------|---------------|---------------------------|--|-----------------------------|----------------|---|
|  | Glissements trimestriels en % |              |               |               | Glissement<br>annuel en % | Niveaux 2020 T3                                  |                             |                |   |
|  | 2019<br>T4                    | 2020<br>T1   | 2020<br>T2    | 2020<br>T3    |                           | CDD de<br>moins d'un<br>mois                     | CDD de<br>plus d'un<br>mois | CDI            | Total des<br>déclarations<br>d'embauche |
| AZ Agriculture   | + 20,4                        | - 2,5        | - 25,1        | + 33,3        | + 17,3                    | 1 073  | 1 570                       | 884            | 3 526                                   |
| BZ Industries extractives  | - 9,2                         | + 9,2        | - 25,7        | + 23,4        | - 9,0                     | 106  | 388                         | 473            | 967                                     |
| CA Industries agro-alimentaires  | + 1,4                         | - 4,1        | - 35,7        | + 62,4        | + 1,6                     | 23 128   | 32 844                      | 29 579         | 85 551                                  |
| CB Habillement, textile et cuir  | - 2,5                         | - 12,1       | - 19,1        | + 27,4        | - 11,7                    | 1 777  | 3 784                       | 2 888          | 8 449                                   |
| CC Bois et papier  | - 2,1                         | - 1,2        | - 39,8        | + 53,8        | - 10,5                    | 2 328  | 3 526                       | 3 826          | 9 680                                   |
| CD Cokéfaction et raffinage  | - 11,7                        | + 30,4       | - 50,6        | + 37,3        | - 21,9                    |  |                             | 75             | 75                                      |
| CE Industrie chimique  | - 6,7                         | - 2,3        | - 26,8        | + 22,9        | - 18,0                    | 742  | 2 601                       | 2 277          | 5 620                                   |
| CF Industrie pharmaceutique  | - 14,2                        | + 4,6        | - 10,8        | + 28,7        | + 3,2                     | 79   | 1 524                       | 1 505          | 3 108                                   |
| CG Industrie des plastiques et autres produits non minéraux                              | - 3,6                         | - 5,7        | - 43,7        | + 62,8        | - 16,8                    | 1 458  | 4 041                       | 4 321          | 9 821                                   |
| CH Métallurgie et fabrication de produits métalliques                                    | - 4,2                         | - 5,4        | - 49,8        | + 60,6        | - 27,0                    | 1 828  | 5 639                       | 6 744          | 14 210                                  |
| CI Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques                      | - 9,0                         | - 4,7        | - 42,0        | + 37,3        | - 30,9                    | 240  | 1 559                       | 1 905          | 3 704                                   |
| CJ Fabrication d'équipements électriques   | - 8,6                         | + 12,2       | - 61,2        | + 61,3        | - 35,8                    | 288  | 1 185                       | 1 254          | 2 727                                   |
| CK Fabrication de machines et équipements n.c.a.   | - 9,5                         | - 5,3        | - 38,9        | + 32,7        | - 30,5                    | 513  | 2 360                       | 2 583          | 5 456                                   |
| CL Fabrication de matériels de transport   | - 6,5                         | - 0,9        | - 56,3        | + 24,2        | - 49,7                    | 283  | 2 526                       | 2 791          | 5 600                                   |
| CM Industrie du meuble et diverses ; réparation et installation de machines              | - 3,0                         | - 6,8        | - 36,3        | + 56,5        | - 9,8                     | 3 343  | 8 023                       | 8 953          | 20 320                                  |
| DZ Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné      | - 1,5                         | + 1,8        | - 33,6        | + 62,0        | + 7,8                     | 118  | 1 918                       | 2 482          | 4 518                                   |
| EZ Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution | + 1,8                         | + 5,4        | - 39,6        | + 52,2        | - 1,3                     | 5 781  | 6 392                       | 5 599          | 17 772                                  |
| FZ Construction  | + 0,7                         | - 6,3        | - 27,3        | + 58,3        | + 8,6                     | 22 354   | 83 404                      | 117 884        | 223 642                                 |
| GZ Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles                                  | - 0,5                         | - 6,0        | - 36,1        | + 66,1        | - 0,8                     | 264 160  | 166 606                     | 173 474        | 604 240                                 |
| HZ Transports et entreposage   | - 0,8                         | - 8,2        | - 36,8        | + 68,4        | - 3,1                     | 83 951   | 45 924                      | 69 744         | 199 618                                 |
| IZ Hébergement et restauration   | + 2,4                         | - 12,7       | - 57,4        | + 133,6       | - 11,0                    | 353 124  | 155 269                     | 148 435        | 656 828                                 |
| JA Edition et Audiovisuel  | - 6,9                         | - 6,1        | - 48,0        | + 92,6        | - 12,5                    | 322 064  | 15 566                      | 7 901          | 345 531                                 |
| JB Télécommunications  | - 3,0                         | + 1,7        | - 39,5        | + 67,1        | - 0,2                     | 150  | 2 041                       | 3 468          | 5 660                                   |
| JC Activités informatiques   | - 4,0                         | - 4,4        | - 42,5        | + 41,9        | - 25,0                    | 3 897  | 7 958                       | 23 446         | 35 301                                  |
| KZ Activités financières et d'assurance  | - 2,9                         | - 3,6        | - 37,8        | + 60,5        | - 6,5                     | 9 505  | 17 379                      | 22 626         | 49 510                                  |
| LZ Activités immobilières  | - 7,9                         | - 2,5        | - 27,2        | + 55,0        | + 1,3                     | 14 450   | 11 203                      | 14 154         | 39 806                                  |
| MA Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie                                      | - 4,2                         | - 5,3        | - 43,5        | + 75,9        | - 9,8                     | 44 938   | 34 809                      | 60 491         | 140 238                                 |
| MB Recherche et développement  | + 0,6                         | - 1,1        | - 31,9        | + 47,1        | - 0,2                     | 1 187  | 5 525                       | 2 295          | 9 006                                   |
| MC Autres activités scientifiques et techniques  | - 7,2                         | - 3,5        | - 39,9        | + 59,5        | - 14,2                    | 161 514  | 11 502                      | 12 481         | 185 497                                 |
| NZ Activités de services administratifs et de soutien                                    | - 0,2                         | - 7,1        | - 39,3        | + 58,7        | - 10,6                    | 516 689  | 93 409                      | 86 368         | 696 466                                 |
| OZ Administration publique   | - 1,6                         | - 4,8        | - 40,2        | + 83,4        | + 2,8                     | 86 998   | 105 649                     | 9 707          | 202 355                                 |
| PZ Education   | - 2,4                         | - 7,1        | - 44,0        | + 93,3        | - 1,8                     | 58 449   | 53 435                      | 13 927         | 125 811                                 |
| QA Activités pour la santé humaine   | - 1,2                         | + 4,2        | - 20,9        | + 39,7        | + 13,8                    | 299 859  | 45 314                      | 30 011         | 375 184                                 |
| QB Action sociale et hébergement médico-social   | - 0,8                         | - 0,1        | - 33,2        | + 58,4        | + 4,9                     | 646 550  | 98 879                      | 58 323         | 803 752                                 |
| RZ Arts, spectacles et activités récréatives   | - 4,0                         | - 8,7        | - 51,2        | + 108,2       | - 11,0                    | 410 086  | 37 800                      | 14 912         | 462 798                                 |
| SZ Autres activités de services  | - 1,8                         | - 4,5        | - 49,1        | + 98,6        | - 5,2                     | 76 770   | 43 624                      | 27 523         | 147 917                                 |
| Activités diverses et non classées   | - 31,8                        | + 4,7        | - 41,5        | + 39,5        | - 41,7                    | 32   | 168                         | 78             | 278                                     |
| <b>TOTAL</b>   | <b>- 1,0</b>                  | <b>- 6,7</b> | <b>- 40,0</b> | <b>+ 72,9</b> | <b>- 4,2</b>              | <b>3 363 784</b>                                 | <b>1 117 148</b>            | <b>975 291</b> | <b>5 456 224</b>                        |
| Industrie  | - 3,0                         | - 4,2        | - 37,3        | + 52,9        | - 10,9                    | 41 678   | 79 113                      | 78 237         | 199 027                                 |
| Construction   | + 0,7                         | - 6,3        | - 27,3        | + 58,3        | + 8,6                     | 22 354   | 83 404                      | 117 884        | 223 642                                 |
| Tertiaire  | - 1,2                         | - 6,5        | - 42,0        | + 77,9        | - 4,7                     | 3 362 850  | 956 950                     | 779 723        | 5 099 523                               |
| Privé  | - 0,9                         | - 6,5        | - 41,0        | + 75,0        | - 4,3                     | 3 289 897  | 956 929                     | 959 205        | 5 206 031                               |
| Public   | - 3,5                         | - 1,4        | - 32,2        | + 53,3        | - 1,1                     | 146 167  | 163 993                     | 15 933         | 326 094                                 |

ns : non significatif

Source : Acooss - Urssaf

Tableau 3 : Dernières valeurs des séries trimestrielles des déclarations d'embauche (données CVS-CJO) \*

| Trimestre                              | Total des entreprises  |   |        |   |                                   | Entreprises de moins de 20 salariés |   |        |   |                                   |
|--|------------------------|---|--------|---|-----------------------------------|-------------------------------------|---|--------|---|-----------------------------------|
|  | CDD de moins d'un mois | Déclarations d'embauche de plus d'un mois |        | Total des déclarations d'embauche de plus d'un mois | Total des déclarations d'embauche | CDD de moins d'un mois              | Déclarations d'embauche de plus d'un mois |        | Total des déclarations d'embauche de plus d'un mois | Total des déclarations d'embauche |
| <b>Niveaux (en milliers)</b>           |                        |   |        |   |                                   |                                     |   |        |   |                                   |
| T2 2019                                | 4 521                  | 1 089                                     | 1 051  | 2 139   | 6 661                             | 1 307                               | 419                                       | 441    | 860   | 2 167                             |
| T3 2019                                | 4 509                  | 1 109                                     | 1 075  | 2 184   | 6 693                             | 1 303                               | 420                                       | 448    | 868   | 2 171                             |
| T4 2019                                | 4 517                  | 1 097                                     | 1 066  | 2 162   | 6 680                             | 1 313                               | 416                                       | 449    | 865   | 2 178                             |
| T1 2020                                | 4 027                  | 1 007                                     | 1 011  | 2 018   | 6 045                             | 1 195                               | 382                                       | 422    | 804   | 1 999                             |
| T2 2020                                | 1 719                  | 638                                       | 572    | 1 210   | 2 930                             | 364                                 | 248                                       | 255    | 502   | 866                               |
| T3 2020                                | 3 364                  | 1 117                                     | 975    | 2 092   | 5 456                             | 976                                 | 461                                       | 454    | 915   | 1 891                             |
| <b>Glissements trimestriels (en %)</b> |                        |   |        |   |                                   |                                     |   |        |   |                                   |
| T2 2019                                | + 2,3                  | - 0,1                                     | - 0,2  | - 0,2   | + 1,5                             | + 2,1                               | + 0,6                                     | + 0,1  | + 0,3   | + 1,4                             |
| T3 2019                                | - 0,3                  | + 1,8                                     | + 2,3  | + 2,1   | + 0,5                             | - 0,3                               | + 0,2                                     | + 1,7  | + 1,0   | + 0,2                             |
| T4 2019                                | + 0,2                  | - 1,1                                     | - 0,9  | - 1,0   | - 0,2                             | + 0,8                               | - 0,9                                     | + 0,2  | - 0,3   | + 0,3                             |
| T1 2020                                | - 10,9                 | - 8,2                                     | - 5,1  | - 6,7   | - 9,5                             | - 9,0                               | - 8,2                                     | - 6,0  | - 7,1   | - 8,2                             |
| T2 2020                                | - 57,3                 | - 36,6                                    | - 43,4 | - 40,0  | - 51,5                            | - 69,6                              | - 35,2                                    | - 39,6 | - 37,5  | - 56,7                            |
| T3 2020                                | + 95,7                 | + 75,1                                    | + 70,4 | + 72,9  | + 86,2                            | + 168,2                             | + 86,1                                    | + 78,3 | + 82,1  | + 118,3                           |
| <b>Glissements annuels (en %)</b>      |                        |   |        |   |                                   |                                     |   |        |   |                                   |
| T2 2019                                | + 3,5                  | - 0,5                                     | + 3,6  | + 1,4   | + 2,8                             | + 2,8                               | - 1,1                                     | + 4,0  | + 1,5   | + 2,3                             |
| T3 2019                                | + 2,0                  | + 1,5                                     | + 4,7  | + 3,1   | + 2,3                             | + 1,5                               | - 0,1                                     | + 3,5  | + 1,7   | + 1,6                             |
| T4 2019                                | + 2,0                  | + 0,6                                     | + 2,5  | + 1,5   | + 1,9                             | + 3,1                               | - 0,1                                     | + 3,8  | + 1,9   | + 2,6                             |
| T1 2020                                | - 8,9                  | - 7,6                                     | - 3,9  | - 5,8   | - 7,9                             | - 6,6                               | - 8,3                                     | - 4,2  | - 6,2   | - 6,5                             |
| T2 2020                                | - 62,0                 | - 41,4                                    | - 45,5 | - 43,4  | - 56,0                            | - 72,2                              | - 40,9                                    | - 42,2 | - 41,6  | - 60,0                            |
| T3 2020                                | - 25,4                 | + 0,8                                     | - 9,3  | - 4,2   | - 18,5                            | - 25,1                              | + 9,7                                     | + 1,3  | + 5,4   | - 12,9                            |

\* Les résultats sont provisoires, notamment pour le dernier trimestre (encadré 2).

Source : Acooss – Urssaf

## Encadré 2 : La déclaration préalable à l'embauche (DPAE) et ses retraitements statistiques

### Le champ

Cette publication porte sur l'ensemble des activités concurrentielles (hors intérim et hors entreprises affiliées à la Mutualité sociale agricole (MSA)) et le secteur public pour ce qui concerne les contrats de droit privé, en France entière hors Mayotte. Les embauches classées dans le secteur public sont celles déclarées par les établissements de catégorie juridique « Personne morale et organisme soumis au droit administratif » suivant la nomenclature de SIRENE®. Ces établissements appartiennent principalement aux secteurs de l'administration publique, de l'éducation, des activités pour la santé humaine, de l'action sociale et hébergement médico-social.

### La formalité administrative

Les formalités obligatoires liées à l'embauche doivent être effectuées sur un support unique, la déclaration préalable à l'embauche (DPAE), remplie par l'employeur et adressée à l'Urssaf ou à la MSA selon le régime dont il relève, quelles que soient la durée et la nature du contrat de travail. 1 % des DPAE hors intérim ont été adressées en 2017 à l'Urssaf sur support papier, 71 % par Internet et 28 % par d'autres procédures dématérialisées.

L'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics à caractère administratif ont l'obligation d'établir une DPAE lorsqu'ils embauchent des salariés dans le cadre d'un contrat de travail de droit privé. C'est notamment le cas pour les recrutements en contrat aidé (contrat unique d'insertion, emploi d'avenir, etc.).

La DPAE doit être **réalisée au plus tôt huit jours avant l'embauche** et au plus tard dans l'instant qui précède cette embauche. Il s'agit donc d'une formalité préalable à l'embauche qui, de ce fait, traduit une intention d'embauche à très court terme. C'est une démarche obligatoire, elle permet d'ouvrir au salarié ses droits sociaux.

Jusqu'en juillet 2011, cette formalité était opérée via la déclaration unique d'embauche (DUE). Elle est depuis le 1<sup>er</sup> août 2011 fusionnée avec la DPAE.

### Les principaux retraitements statistiques

Depuis juillet 2005, tout employeur effectuant les DUE/DPAE par Internet a l'obligation de renseigner le type de contrat de travail. De plus, depuis juin 2011, ces mêmes employeurs ont pour obligation de renseigner la durée des CDD. Ces deux effets, associés à une progression de l'utilisation d'Internet, ont permis d'améliorer très nettement la qualité des données. Les valeurs manquantes (sur les types de contrats et les durées de CDD), désormais résiduelles, sont imputées à partir des distributions de DPAE par secteur d'activité (NACE732) de l'établissement.

En outre, des estimations des déclarations retardataires sont réalisées en fonction du mode de saisie, du mois d'embauche et du type de contrat de travail. **Les résultats présentés ici sont donc provisoires, notamment pour le dernier trimestre.** En outre, le comportement déclaratif des entreprises pourrait être affecté par les mesures de confinement liées au Covid-19. A ce stade, la méthode d'estimation des déclarations retardataires n'a pas été modifiée.

Les indicateurs présentés sont corrigés des variations saisonnières et des effets « jours ouvrables » et « année bissextile » (CVS-CJO). Le modèle de dessaisonnalisation est estimé sur les années 2000 à 2019 ; il est **revu une fois par an** à l'occasion de la publication des données portant sur le premier trimestre.

Dans cette publication, les séries CVS-CJO des DPAE de plus d'un mois (CDI et CDD de plus d'un mois) et du total des DPAE sont égales à la somme des séries dessaisonnalisées par type de contrat (CDI, CDD de moins d'un mois et CDD de plus d'un mois) et, pour les séries totales, par tranche de taille d'entreprise (0 à 19 salariés et 20 salariés ou plus).

### Définitions

**Les déclarations d'embauche** de plus d'un mois comprennent les CDI et les CDD de plus d'un mois. Les CDD de plus d'un mois correspondent aux CDD d'une durée strictement supérieure à 31 jours.

**Le glissement trimestriel (GT)** compare les données du trimestre avec celles du trimestre précédent. **Le glissement annuel (GA)** compare les données du trimestre avec celles du même trimestre de l'année précédente.

Les séries trimestrielles des DPAE de plus d'un mois produites au niveau national sont labellisées pour 5 ans par l'Autorité de la statistique publique (avis du 14/04/2020 - JORF n°0095 du 18/04/2020).

Open.urssaf

Découvrez les données et leurs valorisations sur l'espace open data du portail [open.urssaf.fr](http://open.urssaf.fr)